

L'assassinat des humanitaires espagnols: les dessous de l'affaire



Le 20 Janvier 1997 lorsque ,tous les regards étaient tournés vers la guerre qui ravageait l'Est du Congo-Zaïre, trois employés de l'organisation non gouvernementale espagnole MEDICOS DEL MUNDO ont été sauvagement assassinés à leur domicile à Ruhengeri, dans le nord-ouest du Rwanda. Il s'agit du Docteur Manuel MADRAZO, de l'infirmière Flores Sirera FORTUNY et du logisticien Luis Valtuena GALLEGO. Un an après ces assassinats, la Tribune des Grands Lacs a mené une enquête pour en savoir plus sur cette tragédie et pour connaître le résultat d'une éventuelle enquête diligentée par **les autorités** rwandaises et/ ou espagnoles.

journalistes. Ce qui pose la problématique de l'identification des assaillants et de leur capacité de se mouvoir dans le Nord-Ouest du pays totalement quadrillé par les forcés de sécurité.

Au cours du "mois de janvier 1997, les ex Forces Armées Rwandaises et les Interahamwe se battaient aux côtés des troupes zaïroises de Mobutu contre les guérilleros de Kabila . Les médias occidentaux qui ont couvert la guerre du Zaïre ont confirmé cette information et ont indiqué par ailleurs que les ex FAR défaits, avaient battu en retraite en se dirigeant, non pas vers le Rwanda mais plutôt vers l'intérieur de la jungle zaïroise. Seule une infime minorité de ces ex FAR et Interahamwe qui avait été surprise dans les camps de Goma avait été contrainte de rentrer au Rwanda. Tous ont été identifiés à la frontière, fouillés et conduits dans des camps de transit gardés par des militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise(APR). Dans son rapport de septembre 1997 intitulé "Ending the silence" , Amnesty International affirme que la majorité d'entre eux ont été immédiatement liquidés et que même ceux qui sont passés à travers les mailles du filet de l'APR ont été exécutés chez eux.

Les informations publiques disponibles sur cette affaire sont principalement issues des agences de presse internationales citant des sources militaires et administratives rwandaises. Selon elles, l'attaque de la résidence des expatriés avait été menée par quatre assaillants non identifiés. Ces sources ont spontanément accusé les anciens militaires et miliciens hutu rapatriés de force en Novembre 1996 au Rwanda en même temps que des milliers d'autres réfugiés chassés de leurs camps de l'Est du Zaïre lors d'une offensive de l'Armée Patriotique Rwandaise appuyée par les combattants Banyamulenge de Laurent Désiré KABILA.

Ces agences reprenaient notamment les propos du directeur de l'Office Rwandais d'Information, le Major Wilson RUTAYISIRE selon lesquels, un ancien caporal des ex Forces Armées Rwandaises du nom de MBATUYIMANA Jean de Dieu qui servait d'agent de sécurité aux dits expatriés avait été interpellé par les forces de sécurité, les assaillants ayant crié son nom lors de l'attaque. L'officier rwandais a affirmé que plusieurs autres attaques ont simultanément visé la résidence de MSF-HOLLANDE, les bureaux des ONG Médecin du Monde , Save the Children, et le Camp Militaire de MUHOZA, mais ont été repoussées par les Forces de Sécurité. D'après les autorités rwandaises, ces attaques étaient destinées à ravitailler les rebelles en argent et en médicaments.

La lecture de ces informations publiées par les agences de presse soulève déjà un problème de fond relatif à la difficulté de la vérification de l'information dans une région inaccessible aux

Un autre fait troublant est que les assaillants ont tenu à vérifier les passeports des humanitaires avant d'exécuter les espagnols d'une balle dans la tête et de tirer une balle dans la jambe du ressortissant américain, le Docteur Nitin MADHAV qui était avec eux. Il est à noter que les américains se battaient aux côtés de l'APR et des "Banyamulenge" dans l'est du Zaïre contre les

Forces Armées Zaïroises appuyées par les ex FAR et les Interahamwe (voir l'article de Paul de BARBA dans ce numéro). Par ailleurs, le gouvernement espagnol soutenait publiquement l'initiative de la France demandant l'envoi au Zaïre d'une force internationale d'interposition. Cette initiative aurait entravé le plan de conquête du Zaïre et d'extermination des réfugiés Hutu rwandais ourdi par Kigali.

Les sources locales dignes de foi ont révélé que les tueurs, dans leur fuite ont laissé sur place de l'argent liquide et des ordinateurs portables alors que, manifestement, aucun danger imminent ne les menaçait, les forces de l'ordre n'étant intervenus que longtemps après l'attaque.

En réalité, la résidence dans laquelle ces expatriés ont été assassinés est une jolie petite villa drapée dans une verdure de bananeraie et située dans la cellule Rukerereza, secteur Kabaya, **commune KIGOMBE**. Elle appartenait à une famille d'**ex-réfugiés rentrés** du Zaïre lors du rapatriement massif des réfugiés Hutu. En l'absence du propriétaire, Medicos del Mundo en avait signé le contrat de location avec le Ministère

de la Défense qui percevait donc le loyer, mais suite à son retour, le propriétaire, qui vivait avec sa famille dans une tente installée dans le jardin contigu à la villa, faisait valoir son droit légitime de récupérer sa maison. Une semaine avant l'attaque, les humanitaires espagnols - issus d'une société où le droit de propriété est un droit sacré et donc sensibles à cette requête - avaient saisi les autorités militaires pour leur demander de régler cette affaire. Cette démarche aurait signé leur arrêt de mort. Tout porte à croire que les nouveaux maîtres du Rwanda considèrent en effet que la victoire militaire de Juillet 1994 leur confère le droit d'accaparer tous les biens trouvés dans le pays.

D'autres parts, ces exécutions peuvent être interprétées comme un geste de désapprobation à l'encontre du Gouvernement espagnol pour ses prises de position en faveur des réfugiés rwandais au Congo-Zaïre. Ce qui a pour conséquence de dissuader les occidentaux - considérés comme des témoins gênants - de résider dans une zone prioritaire d'opérations militaires de l'APR. Cet assassinat marque en effet le début d'une campagne d'extermination des populations civiles des régions du nord-ouest par l'armée gouvernementale.

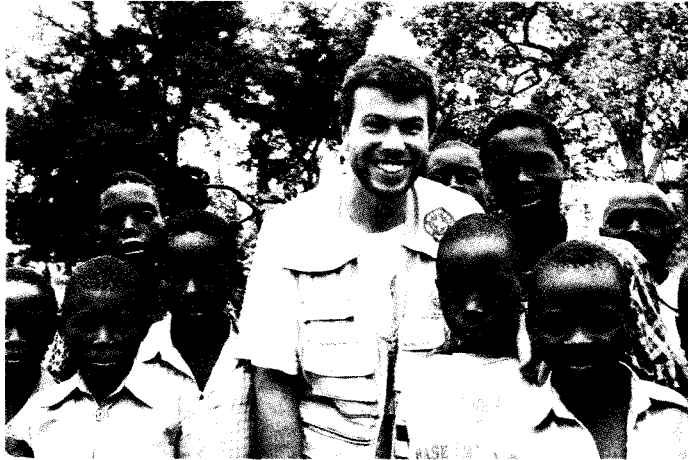
Les autorités rwandaises qui, dans leurs déclarations initiales avaient affirmé que trois soldats de l'APR avaient été tués au cours de l'attaque de la résidence ont dû revenir sur leurs propos deux jours après. Par contre, la présence massive des troupes gouvernementales dans les environs du lieu du crime a été confirmée par les organes officiels. Dès le lendemain, l'APR a organisé comme à chaque fois qu'il y a pareils incidents, des opérations de représailles qui ont coûté la vie à plus d'une centaine de personnes (le Préfet de Ruhengeri a parlé de 96 personnes tuées) dans les secteurs KABAYA et MUSANZE. Les autorités militaires ont reconnu et regretté cette "bavure". Mais le préfet de Ruhengeri, Monsieur Ignace KARUHUE, qui avait reconnu la brutalité des militaires, a été destitué. En outre, le Colonel Alexis KANYARENGWE, Ministre de l'intérieur et Président du Front Patriotique Rwandais qui s'était également permis de protester contre ces tueries, après l'exécution de plusieurs membres de sa belle famille, a perdu tous ses postes.

Dès le mois d'Avril 1996, les sources bien informées affirment que l'APR formait des unités devant constituer le fer de lance de l'opération des "Banyamulenge" contre le Zaïre de Mobutu, avec l'assistance de l'armée américaine, agissant sous le couvert d'un programme de coopération destiné à former des unités anti-guérilla. Ils ont constitué de véritables escadrons de la mort dont l'entrée en fonction a coïncidé avec le rapatriement forcé et massif des réfugiés rwandais de l'ex-Zaïre (Voir notamment le rapport 1997 du Centre de Lutte Contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda).

Les opérations coups de point de ces escadrons de la mort ont commencé dès l'arrivée des premières vagues des réfugiés sur les routes menant vers leurs collines d'origine.

Beaucoup de personnes rentrées de l'ex-Zaïre et arrivées vivantes au pays ont disparu comme par enchantement. Les jours qui suivirent, plusieurs incidents violents furent signalés dans la région. Comme lors de l'assassinat des expatriés espagnols, la technique utilisée est la même: des inconnus attaquent une localité et, éventuellement y tuent quelques personnes, puis disparaissent dans la nature. Quelque temps après, l'armée gouvernementale intervient et, en représailles tue hommes, femmes, enfants sans discernement: Il n'y a généralement pas d'échange de coups de feu, ni d'arrestation "d'infiltrés". Comme ces violences se déroulent loin des yeux indiscrets, la vérification et le recoupement des informations fournies par les sources officielles est quasi impossible. Un an après ce malheureux incident, les enquêtes officielles semblent piétiner. Des collègues des médecins assassinés ont organisé une grève de la faim et un sit-in devant le siège de la Commission Européenne à Bruxelles, réclamant une enquête indépendante. Mais l'enquête s'avérait d'emblée difficile compte tenu des déclarations corrosives faites pour la circonstance par Monsieur Claude DUSAIDI, Conseiller de l'Homme fort du Rwanda, le Général Paul KAGAME. a déclaré en substance : " Médecin du Monde a commis une faute en décidant

d'employer comme agent de sécurité un soldat de l'ancien pouvoir." Curieusement après ces déclarations mettant en cause le seul témoin qui aurait pu permettre d'orienter l'enquête, celui-ci a été sommairement exécuté le 20 Janvier 1997 par les militaires de l'APR dans le camp militaire de MUHOZA (RUHENGARI) où il était détenu. Interrogées sur cette exécution suspecte, les autorités militaires rwandaises ont rétorqué qu'il avait été abattu lors d'une tentative d'évasion.



A la suite de cet incident, le Gouvernement espagnol a dépêché à Kigali une délégation conduite par le Secrétaire Général à la Coopération accompagné d'un Directeur Général afin de convenir avec les autorités rwandaises des modalités de mise sur pied d'une enquête. Des policiers ont été autorisés à se rendre sur le lieu du crime Selon Madame PILAR GARCIA DE ONORO de Medicos del Mundo, que nous avons jointe par téléphone à Madrid, le rapport qu'ils ont remis aux autorités espagnoles au terme de l'enquête est confidentiel. Elle a ajouté que le dossier est toujours en instruction et que le Gouvernement espagnol a engagé deux avocats locaux "puisque le mobile et les circonstances de la mort de ces humanitaires restent énigmatiques."

avait miraculeusement échappé à la mort lors du massacre de plusieurs religieux au cours des événements du Printemps 1994. Selon le Journal rwandais KINYAMATEKA n° 1470 d'août 1997, son assassin, un enseignant Tutsi, identifié par les fidèles qui assistaient à la messe, vaque tranquillement à ses fonctions sans être inquiété.

Comment peut-on briser ce silence si pesant et insupportable pour les survivants? Interrogé au sujet des mesures prises pour contraindre les autorités de Kigali à prendre ce dossier litigieux à bras le corps, Monsieur François RUBIO qui est chargé de ce dossier à Médecins du Monde France n'a pas éclairé davantage notre lanterne. "Le massacre du personnel de Medicos del Mundo est triste, nous a-t-il déclaré, mais nous ne sommes pas qualifiés pour répondre à la place des autorités espagnoles." Il a indiqué néanmoins qu'après le massacre, les autorités espagnoles ont annoncé officiellement le blocage d'un prêt de quinze millions de dollars en



faveur du Rwanda. Et d'ajouter: "c'est tout de même aux autorités rwandaises, qu'incombe l'obligation de mener une enquête, d'arrêter et de juger les suspects ." Dès que la pression médiatique a cessé, les autorités rwandaises ont considéré le dossier comme clos et n'y ont plus prêté attention.

Les espagnols ne sont d'ailleurs pas les seuls expatriés à avoir perdu la vie au Rwanda dans ce passé récent, sans que cela ait la **moindre conséquence sur les relations entre le Rwanda et les pays** d'origine de ces expatriés.

Le 4 Février 1997, deux observateurs des droits de l'homme avaient été tués dans une embuscade à KARENGERA en Préfecture de CYANGUGU. Il s'agit de SASTRA CHIM-CHAN de nationalité cambodgienne et de GRAHAM TURBULL, un ressortissant britannique. Leur mort précède celle

'du Père Guy PINARD, de nationalité canadienne, assassiné pendant qu'il célébrait la messe à l'église de Kampanga(Ruhengeri). Il avait été témoin du massacre par l'APR des paysans de la commune BUTARO en 1993 alors qu'il était curé de la paroisse de RUNABA(Ruhengeri) et

Dans la nuit du 27 au 28 Avril 1997 vers une heure du matin, Mademoiselle Griet BOSMANS, de nationalité belge, qui était directrice de l'école Secondaire de MURAMBA, (Préfecture de GISENYI), religieuse des Auxiliaires de l'Apostolat a aussi été assassinée avec six de ses élèves. L'école était sous la protection de militaires de l'APR (Armée Patriotique Rwandais). Selon les autorités militaires interrogées au sujet de ce drame, les rebelles Hutu sont encore une fois accusés d'être responsables de ce crime. L'enquête officielle n'a abouti à rien, et les autorités militaires rwandaises ne parviennent pas à expliquer comment ces rebelles ont pu tromper la vigilance des militaires gardant l'école, puisqu'ils ne sont intervenus que plusieurs heures après les tueries. °

Pendant que les enquêtes sur ces assassinats d'expatriés piétinent, les autorités rwandaises subissent une pression grandissante de la part des Nations Unies et surtout des organisations de défense des Droits de l'Homme qui s'insurgent de plus en plus publiquement contre les exactions de l'APR. Ainsi le 15 Décembre 1997, le Conseil de Sécurité de l'ONU a appelé le Gouvernement Rwandais à respecter les Droits de l'Homme. Par ailleurs, lors de sa visite au Rwanda, le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme, Madame Mary ROBINSON, s'est montré très critique à l'égard des autorités rwandaises. Elle a demandé à l'armée rwandaise d'arrêter les massacres dirigés contre les civils.

Ces appels peuvent-ils contribuer au respect des Droits de l'Homme dans ce pays? Aucun indice ne nous permet de us prononcer, surtout que les ambiguïtés sur l'identité des assassins demeurent, Les autorités mettent en cause des rebelles Hutu auxquels elles imputent la responsabilité des actes criminels, mais ces assertions sont difficiles à confirmer, puisque les observateurs étrangers présents dans la région sont obligés de se contenter des informations officielles, et ne **peuvent donc pas confirmer la présence effective d'une rébellion dans le nord** du pays.

L'autre élément qu'il est nécessaire de souligner est que les " rebelles "peuvent être confondus avec les militaires du Gouvernement qui oeuvrent en civil. En effet, à en croire certaines sources bien informées, en plus des escadrons de la mort que nous avons évoqués, le régime de Kigali a créé une armée parallèle structurée et disséminée sur toute l'étendue du territoire . A sa tête se trouve le "Department of Military Intelligence (DMI)"avec sa "Special Branch" assisté localement par des milices paramilitaires, les "Local Défense Forces(LDF)" et "Local Défense Units(LDU)". Selon le Centre de Lutte Contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda, ces milices joueraient aux infiltrés pour justifier les représailles opérées par l'APR. Pour parachever les quadrillage du pays, il faut ajouter les structures des "ABA-KADA" et des "NYUMBAKUMI", composées également de militaires oeuvrant en civil.

Lors de son dernier séjour à Bruxelles, le Général Paul KAGAME, l'homme fort du Rwanda a reconnu l'existence au Rwanda de plusieurs groupes armés difficile à identifier, (voir le Soir du 19 Janvier 1997) mais il n'a pas précisé si les miliciens du Gouvernement de Kigali étaient du nombre.

Le voile mystérieux qui couvre les massacres perpétrés au Rwanda ne tomberait que si la Communauté Internationale faisait preuve de fermeté à l'égard de tous ceux qui bafouent les droits de l'homme. Pour cela, il faudrait des enquêtes indépendantes pour identifier les vrais auteurs des massacres, ce qui permettra de mettre fin à la culture de l'impunité.

Jan Peeters